



**Canada Development
Investment Corporation**

**La Corporation de développement
des investissements du Canada**

Rapport du troisième
trimestre
30 septembre 2014



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Table des matières

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires	1
Rapport de gestion	2
États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada – Le 30 septembre 2014	8

Adresse de la Corporation :

1240, rue Bay
Bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : 416-966-2221
Télécopieur : 416-966-5485
Site Web : www.cdev.gc.ca

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires.

À notre connaissance, les présents états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 19 novembre 2014.



Michael Carter
Vice-président exécutif



Andrew G. Staffl, CPA, CA
Vice-président, Finances

Toronto (Ontario)

Le 19 novembre 2014

Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 30 septembre 2014

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport intermédiaire, peuvent comprendre des déclarations prospectives qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives reposent sur divers facteurs et hypothèses et elles comportent des risques et incertitudes inhérents, généraux et spécifiques. C'est donc dire que les pronostics, les prévisions, les projections et les autres éléments des déclarations prospectives ne se réaliseront peut-être pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la période close le 30 septembre 2014 ainsi qu'avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de participation du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2014, les activités et la structure de la CDEV étaient les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de 2013 de la CDEV, qu'il est possible de consulter sur le site www.cdev.gc.ca de la CDEV. Les filiales de la CDEV sont Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

Performance de la Corporation

Depuis l'ouverture de l'exercice, notre performance, par rapport à nos objectifs clés, est la suivante :

Objectifs clés

- Gérer nos investissements dans le champ pétrolier Hibernia et dans General Motors (« GM »), et continuer de surveiller la gestion des obligations de CEI.
- Continuer de gérer les volets du programme d'examen de gestion des actifs (l'« Examen ») qui nous sont confiés.
- Continuer de gérer le processus de vente potentielle de Ridley Terminals Inc. (« RTI »), autre société de la Couronne fédérale et la vente éventuelle de parties de la Réserve fédérale de charbon en Colombie-Britannique.
- Continuer de gérer les autres enjeux qui pourraient survenir et demeurer prêts à assumer la gestion et le dessaisissement d'autres intérêts du portefeuille du Canada qui pourraient nous être confiés pour dessaisissement, dans une perspective commerciale.

Performance

Nous et nos filiales poursuivons la gestion de nos investissements et de nos obligations, comme il est décrit ci-après.

- La SGCH a enregistré un bénéfice après impôt de 114 millions de dollars depuis le début de l'exercice et elle a versé à la CDEV des dividendes de 97 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2014.
- GEN a reçu des dividendes de 30 millions de dollars sur les actions privilégiées de GM depuis le début de l'exercice. GM a annoncé un dividende trimestriel de 0,30 \$ US l'action ordinaire au cours du premier trimestre de 2014. Ainsi, GEN a reçu des dividendes de 109 millions de dollars sur les actions ordinaires de GM depuis le début de l'exercice.
- Il n'y a eu aucun changement important dans la gestion des obligations de CEI.
- CDEV a versé au gouvernement un total de 230 millions de dollars en dividendes au cours des neuf premiers mois de 2014.
- Nous continuons de gérer le processus de vente de RTI en qualité de mandataire du gouvernement. Le projet en est aux premières étapes de consultation. De plus, nous poursuivons la réalisation d'un mandat de services-conseils de vente. Ce mandat, dans le cadre duquel la CDEV agira à titre de mandataire du gouvernement, vise la vente potentielle de parties de la Réserve fédérale de charbon en Colombie-Britannique.
- Nous avons continué à gérer les projets relatifs à l'Examen. Nos activités comprennent la préparation du cahier des charges, la publication des demandes de propositions, l'évaluation et l'embauche de consultants ainsi que le suivi et la révision de leur travail.

Société de gestion Canada Hibernia

Le bénéfice après impôt de 28 millions de dollars de SGCH enregistré au troisième trimestre de 2014 était inférieur à celui de 46 millions de dollars comptabilisé à la période correspondante de 2013, principalement en raison de la baisse du produit net tiré du pétrole brut attribuable au recul des volumes de ventes et des prix du pétrole brut et à la hausse des charges d'épuisement et d'amortissement.

Les volumes de vente de SGCH au troisième trimestre de 2014 ont reculé de 23 % pour atteindre 822 780 barils, contre 1 067 720 barils au troisième trimestre de 2013, en raison d'une baisse de productivité au champ. La production brute d'Hibernia s'est établie en moyenne à 114 400 barils par jour au troisième trimestre de 2014, contre 143 800 barils par jour au troisième trimestre de 2013, en raison de la baisse normale du champ principal et des interruptions de production. Depuis le début de l'exercice, la SGCH a vendu 2 831 437 barils, en baisse de 13 % par rapport aux 3 249 729 barils vendus à la période comparative de 2013, également en raison d'une diminution du taux de productivité au champ.

Les cours du pétrole de la SGCH reposent sur le cours du pétrole brut Brent daté. Les cours moyens du pétrole brut Brent daté ont fléchi au troisième trimestre de 2014, en baisse de 8 % pour atteindre 101,92 \$ US le baril, contre 110,29 \$ US le baril au troisième trimestre de 2013. Ces cours, combinés à l'écart du prix d'Hibernia escompté par rapport au cours du Brent daté et à l'incidence favorable du repli du dollar canadien, ont entraîné une diminution de 7 % du prix du pétrole moyen réalisé par la SGCH, le portant à 110,82 \$ le baril, contre 118,71 \$ le baril au troisième trimestre de 2013. En comparaison, le prix moyen réalisé pour le pétrole depuis le début de l'exercice a suivi une courbe ascendante et a atteint 118,44 \$ le baril, contre 113,64 \$ le baril pour la période comparable de 2013, en raison de l'augmentation des prix réalisés du pétrole plus tôt en 2014.

Les charges d'épuisement et d'amortissement, lesquelles sont fondées sur les volumes de production, les réserves et les coûts liés aux immobilisations corporelles, se sont accrues, passant de 9 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 à 11 millions de dollars en raison d'un taux d'épuisement plus élevé par baril et d'une réduction des stocks de pétrole brut, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse de la production.

Au cours du troisième trimestre de 2014, les activités d'Hibernia ont été concentrées sur le forage de puits à injection d'eau au secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH »). Les propriétaires d'Hibernia continueront de se concentrer sur la mise en valeur complète du PSH à court terme, en procédant notamment au forage de puits à injection d'eau et de puits de pétrole en production. Dans le champ principal, la planification de la mise en valeur du réservoir Ben Nevis Avalon s'est poursuivie au troisième trimestre et a toujours cours, l'approbation de ces projets étant prévue à la fin de 2014 ou au début de 2015.

Canada Eldor Inc.

CEI continue de payer pour les coûts liés au démantèlement d'un ancien site minier et pour les coûts d'un régime de retraite de certains anciens salariés. Un plan a été mis en œuvre pour entreprendre des travaux, ce qui devrait permettre le transfert éventuel de biens miniers au Programme de contrôle institutionnel de la province de Saskatchewan dans un délai de dix ans.

Corporation d'investissement GEN du Canada

À la clôture du trimestre, GEN détenait environ 3,94 milliards de dollars en actions ordinaires de GM et 457 millions de dollars en actions privilégiées de GM. La société GEN prendra les mesures nécessaires pour céder sa participation dans GM de façon à réaliser une plus-value à long terme tout en prenant en compte les déclarations du gouvernement sur les politiques. Au cours des neuf premiers mois de 2014, les actions ordinaires de GM se négociaient à un prix variant de 32 \$ US à 41 \$ US l'action. GEN s'assure les services d'un conseiller financier, qui conseille la direction relativement à cet investissement.

Il y a lieu de se reporter au tableau comparatif ci-après pour obtenir un complément d'information sur la valeur des actions.

Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos placements prend en compte les conditions du marché en général, la conjoncture économique ainsi que des facteurs propres à l'émetteur ou au titre sous-jacents. Aucune modification importante n'a été décelée depuis décembre 2013, comme l'indique le rapport annuel de 2013.

Risques et éventualités

Aucun changement important sur le plan des risques et des éventualités n'a été décelé depuis décembre 2013, comme l'indique le rapport annuel de 2013.

États financiers de la période close le 30 septembre 2014

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période close le 30 septembre 2014 ainsi que les chiffres correspondants ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*.

Les produits nets consolidés du trimestre clos le 30 septembre 2014 se sont établis à 103 millions de dollars, comparativement à des produits de 771 millions de dollars inscrits à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par un profit de 680 millions de dollars sur la vente d'actions ordinaires de GM au troisième trimestre de 2013. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par une augmentation du revenu de dividendes de 46 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, contre 9 millions de dollars en 2013. Au cours du troisième trimestre de 2014, GEN a reçu des dividendes de 36 millions de dollars sur les actions ordinaires de GM alors qu'aucun dividende n'a été reçu sur les actions ordinaires pendant la période correspondante de l'exercice précédent. En outre, les ventes nettes de pétrole brut au cours du troisième trimestre ont reculé de 30 %, passant à 56 millions de dollars, contre 81 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2013. Cette diminution est attribuable à la baisse de 23 % du volume de pétrole vendu, conjuguée à une diminution de 7 % du prix réalisé pour le pétrole.

Les charges totales pour le trimestre, compte non tenu de la variation de la juste valeur des actions privilégiées de GM, se sont établies à 19 millions de dollars, comparativement à 27 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Le recul s'explique principalement par un profit de change de 1 million de dollars au cours de la période à l'étude, par rapport à une perte de change de 8 millions de dollars au cours du trimestre correspondant de 2013. La perte de change au cours de la dernière année était principalement attribuable à la vente des actions ordinaires de GM, effectuée en dollars américains.

Les charges d'épuisement et d'amortissement ont connu une hausse, passant de 9 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 à 11 millions de dollars, essentiellement en raison d'un taux d'épuisement plus élevé, partiellement contrebalancé par la baisse de la production.

Les produits nets consolidés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 se sont élevés à 356 millions de dollars, en baisse de 62 % par rapport aux produits de 944 millions de dollars enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est essentiellement attribuable au profit de 680 millions de dollars sur la vente comptabilisé au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution a été contrebalancée par l'augmentation du revenu de dividendes en 2014 de 139 millions depuis le début de l'exercice, contre 28 millions de dollars en 2013 étant donné que les dividendes sur les actions ordinaires n'avaient pas été reçus au cours de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les ventes nettes de pétrole brut se sont chiffrées à 215 millions de dollars, en baisse de 8 % par rapport à des ventes de 235 millions de dollars au cours de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les charges, compte non tenu de la variation latente de la juste valeur des actions privilégiées de GM, se sont établies à 65 millions de dollars, contre 64 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'épuisement et d'amortissement depuis le début de l'exercice se sont accrues pour atteindre 38 millions de dollars, contre 30 millions de dollars au cours de la période comparable de 2013, en raison principalement d'un taux d'épuisement par baril plus élevé. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un recul de la perte de change de 5 millions de dollars depuis le début de l'exercice, contre une perte à l'exercice précédent essentiellement attribuable à la vente des actions ordinaires de GM.

Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 30 septembre 2014 (suite)

Au cours des neuf premiers mois de 2014, les actions privilégiées de GM détenues par GEN ont connu une hausse de la juste valeur de 8 millions de dollars, qui comprenait un profit de change latent de 23 millions de dollars, contrebalancée par une perte liée à la juste valeur de 15 millions de dollars. La valeur des actions privilégiées au 30 septembre 2014 était de 25,30 \$ US l'action, contre 26,20 \$ US l'action au 31 décembre 2013. Au cours des neuf premiers mois de 2013, GEN avait comptabilisé un profit latent de 20 millions de dollars sur les actions privilégiées, imputable à un profit lié à la juste valeur de 6 millions de dollars et à un profit de change latent de 14 millions de dollars.

La valeur de marché du placement en actions ordinaires de GM est passée de 4,79 milliards de dollars au 31 décembre 2013 à 3,94 milliards de dollars au 30 septembre 2014 en raison d'une baisse du cours des actions de GM, ajustée pour tenir compte du cours de change. La variation à la baisse de la valeur du placement en actions ordinaires de GM s'est traduite par une perte de 846 millions de dollars, comptabilisée dans les autres éléments du résultat global pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, les autres éléments du résultat global tenaient compte d'une hausse de 513 millions de dollars liée à la valeur du placement en actions ordinaires de GM. Pour un complément d'information sur les variations des autres éléments du résultat global attribuables aux actions ordinaires de GM, il y a lieu de se reporter au tableau qui suit.

Actions ordinaires de GM – Autres éléments du résultat global

Trimestre clos	Nombre d'actions	Cours des actions ordinaires de GM (\$ US) ²⁾	Cours de change du dollar US ¹⁾	Valeur du placement (en millions de dollars canadiens)	Autres éléments du résultat global pour le trimestre (en millions de dollars canadiens)	Autres éléments du résultat global depuis le début de l'exercice (en millions de dollars canadiens)
31 déc. 2010	140 084 746	33,94 \$ (ajusté)	0,9946	4 729		
2011						
31 mars 2011	140 084 746	29,68 \$ (ajusté)	0,9718	4 040	(688)	(688)
30 juin 2011	140 084 746	30,37 \$	0,9643	4 102	62	(626)
30 sept. 2011	140 084 746	20,20 \$	1,0389	2 940	(1 163)	(1 789)
31 déc. 2011	140 084 746	20,28 \$	1,0170	2 889	(51)	(1 840)
2012						
31 mars 2012	140 084 746	25,64 \$	0,9991	3 589	699	699
30 juin 2012	140 084 746	19,72 \$	1,0191	2 815	(773)	(74)
30 sept. 2012	140 084 746	22,75 \$	0,9837	3 135	320	246
31 déc. 2012	140 084 746	28,82 \$	0,9949	4 017	882	1 127
2013						
31 mars 2013	140 084 746	27,81 \$	1,0156	3 957	(60)	(60)
30 juin 2013	140 084 746	33,34 \$	1,0512	4 910	953	893
10 sept. 2013	(30 000 000)	36,65 \$	1,0357		(680)	³⁾
30 sept. 2013	110 084 746	35,95 \$	1,0285	4 070	300	513
31 déc. 2013	110 084 746	40,87 \$	1,0636	4 785	715	1 228
2014						
31 mars 2014	110 084 746	34,42 \$	1,1053	4 188	(597)	(597)
30 juin 2014	110 084 746	36,29 \$	1,0676	4 265	77	(520)
30 sept. 2014	110 084 746	31,93 \$	1,1208	3 940	(325)	(846)

Notes

- 1) Le cours de change utilisé est le cours à midi de la Banque du Canada (\$ US en \$ CA).
- 2) Cours acheteur de clôture par action à la clôture du trimestre (prix de la transaction du 10 septembre).
- 3) Profit réalisé sur les actions vendues le 10 septembre 2013 viré au résultat net.

Les débiteurs ont diminué pour atteindre 28 millions de dollars au 30 septembre 2014, contre 58 millions de dollars au 31 décembre 2013, en raison de la baisse des ventes de pétrole brut non réglées à la clôture de la période. Les immobilisations corporelles, lesquelles s'établissaient à 145 millions de dollars au 30 septembre 2014, ont augmenté de 20 millions de dollars par rapport à celles du 31 décembre 2013, principalement par suite de dépenses d'investissement et d'une hausse des coûts de démantèlement diminués de charges d'épuisement et d'amortissement. Les impôts recouvrables ont augmenté, passant de 1 million de dollars au 31 décembre 2013 à 13 millions de dollars au 30 septembre 2014, en raison du versement d'acomptes provisionnels supérieurs à l'impôt de l'exercice et de l'exercice précédent à payer et aux remboursements d'impôt sur le résultat.

Au 30 septembre 2014, les créiteurs se chiffraient à 32 millions de dollars, une hausse de 5 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2013 qui découle essentiellement de l'augmentation des créiteurs liés aux redevances et à la participation au bénéfice net à la clôture de la période. Au cours des neuf premiers mois de 2014, l'obligation de démantèlement de la SGCH s'est accrue de 17 millions de dollars pour s'établir à 82 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par une révision du taux d'actualisation utilisé dans son calcul. Le taux d'actualisation utilisé à la clôture du trimestre était de 2,67 %, contre un taux de 3,24 % utilisé au 31 décembre 2013.

Au cours des neuf premiers mois de 2014, la CDEV a versé 230 millions de dollars sous forme de dividendes au gouvernement du Canada. Cette somme a été tirée des dividendes reçus sur les actions privilégiées et ordinaires de GM détenues, ainsi que des bénéfices de la SGCH. Les dividendes versés au cours de la période correspondante de 2013 se sont élevés à 1 259 millions de dollars, y compris un dividende de 1 131 millions de dollars provenant du produit tiré de la vente d'actions ordinaires de GM. Aucun dividende n'a été reçu sur les actions ordinaires de GM au cours de la période correspondante de 2013.

États financiers consolidés résumés intermédiaires

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014


(non audité)

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	139 072 \$	101 768 \$
Débiteurs	27 930	58 205
Impôt sur le résultat à recouvrer	12 804	902
Stocks	1 007	3 017
Charges payées d'avance	770	321
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	3 862	4 049
	<u>185 445</u>	<u>168 262</u>
Actifs non courants		
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	114 758	118 831
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en main tierce	5 969	5 969
Immobilisations corporelles (note 5)	144 799	124 431
Placements (note 6)	4 396 618	5 234 310
Actif d'impôt différé	12 492	9 841
	<u>4 674 636</u>	<u>5 493 382</u>
	<u>4 860 081 \$</u>	<u>5 661 644 \$</u>
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer	32 434 \$	27 195 \$
Obligation au titre de contrats de location-financement	645	2 062
Partie courante de l'obligation au titre des prestations définies	270	270
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 7 b)]	4 108	3 748
	<u>37 457</u>	<u>33 275</u>
Passifs non courants		
Provision au titre des obligations de démantèlement [note 7 a)]	81 541	64 676
Provision au titre de la remise en état d'un site [note 7 b)]	11 728	13 047
Obligation au titre des prestations définies	1 854	1 925
	<u>95 123</u>	<u>79 648</u>
Capitaux propres		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	2 757 143	2 757 143
Déficit accumulé	(284 413)	(308 885)
Cumul des autres éléments du résultat global	2 254 770	3 100 462
	<u>4 727 501</u>	<u>5 548 721</u>
Éventualités (note 10)		
	<u>4 860 081 \$</u>	<u>5 661 644 \$</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.
Au nom du Conseil :

 , administrateur

 , administrateur

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2014	2013	2014	2013
Produits				
Profit sur la vente de placements (note 6)	- \$	679 601 \$	- \$	679 601 \$
Produit net tiré du pétrole brut [note 9 a)]	56 408	80 963	215 430	234 954
Dividendes (note 6)	46 189	9 343	138 685	27 792
Produits d'intérêts	692	656	1 904	1 535
	103 289	770 563	356 019	943 882
Charges				
Épuisement et amortissement (note 5)	11 029	9 414	37 833	30 189
Production et exploitation [note 9 b)]	6 106	5 658	18 427	18 513
Variation de la juste valeur du placement en actions privilégiées (note 6)	(17 000)	(1 000)	(8 000)	(20 000)
Honoraires	1 752	3 436	4 769	6 351
Salaires et avantages du personnel	699	675	2 611	2 364
Autres charges	321	219	821	650
Perte (profit) de change	(993)	7 527	57	5 493
Charge au titre des prestations définies	20	19	60	58
	1 934	25 948	56 578	43 618
Charges financières				
Désactualisation des obligations de démantèlement [note 7 a)]	525	600	1 499	1 823
Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 7 b)]	67	59	200	178
Intérêts sur l'obligation au titre de contrats de location-financement	7	21	32	71
	599	680	1 731	2 072
Bénéfice avant impôt sur le résultat	100 756	743 935	297 710	898 192
Impôt sur le résultat				
Impôt exigible	12 986	18 876	45 613	53 121
Impôt différé	(1 760)	(253)	(2 651)	(722)
	11 226	18 623	42 962	52 399
Bénéfice	89 530	725 312	254 748	845 793
Autres éléments du résultat global				
<i>Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net</i>				
Profit réalisé sur le placement en actions ordinaires viré au résultat net	-	(679 601)	-	(679 601)
Variation de la juste valeur des placements en actions ordinaires	(325 417)	299 537	(845 692)	1 192 436
	(325 417)	(380 064)	(845 692)	512 835
Résultat global	(235 887) \$	345 248 \$	(590 944) \$	1 358 628 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2014	2013	2014	2013
Capital social				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	2 757 143	3 216 294	2 757 143	3 216 294
Dividendes versés	-	(459 151)	-	(459 151)
Solde à la clôture de la période	2 757 143	2 757 143	2 757 143	2 757 143
Déficit accumulé				
Solde à l'ouverture de la période	(286 096)	(328 303)	(308 885)	(370 768)
Bénéfice	89 530	725 312	254 748	845 793
Dividendes versés	(87 847)	(722 205)	(230 276)	(800 221)
Solde à la clôture de la période	(284 413)	(325 196)	(284 413)	(325 196)
Cumul des autres éléments du résultat global				
Solde à l'ouverture de la période	2 580 187	2 765 552	3 100 462	1 872 653
Profit réalisé sur le placement en actions ordinaires viré au résultat net	-	(679 601)	-	(679 601)
Variation de la juste valeur du placement en actions ordinaires	(325 417)	299 537	(845 692)	1 192 436
Solde à la clôture de la période	2 254 770	2 385 488	2 254 770	2 385 488
Total des capitaux propres	4 727 501 \$	4 817 436 \$	4 727 501 \$	4 817 436 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice	89 530 \$	725 312 \$	254 748 \$	845 793 \$
Ajustements				
Profit sur la vente d'un placement	-	(679 601)	-	(679 601)
Épuisement et amortissement	11 029	9 414	37 833	30 189
Charge d'impôt sur le résultat	11 226	18 623	42 962	52 399
Prestations définies versées en deçà (en excédent) des charges	13	(59)	(71)	(154)
Intérêts liés au financement	7	21	32	71
Produits d'intérêts tirés d'un compte du Trésor du Canada	(252)	(281)	(740)	(808)
Désactualisation des obligations de démantèlement	525	600	1 499	1 823
Perte nette de change	41	4 450	74	4 637
Variation de la juste valeur du placement en actions privilégiées	(17 000)	(1 000)	(8 000)	(20 000)
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site	(90)	(153)	(959)	(636)
Obligations de démantèlement réglées	(300)	(10)	(622)	(1 169)
Impôt sur le résultat payé	(17 459)	(23 847)	(57 514)	(55 700)
	77 270	53 469	269 242	176 844
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 8)	52 171	46 108	36 335	9 948
	129 441	99 577	305 577	186 792
Activités de financement				
Dividendes versés	(87 847)	(722 205)	(230 276)	(800 221)
Dividendes payés à partir du surplus d'apport	-	(459 151)	-	(459 151)
Intérêts liés au financement payés	(7)	(21)	(32)	(71)
Paievements au titre des contrats de location	(516)	(477)	(1 491)	(1 410)
	(88 370)	(1 181 854)	(231 799)	(1 260 853)
Activités d'investissement				
Produit de la vente d'un placement	-	1 134 244	-	1 134 244
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12 932)	(9 720)	(40 785)	(23 037)
Retrait d'un compte du Trésor du Canada	-	-	5 000	-
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 8)	769	1 544	(689)	(1 775)
	(12 163)	1 126 068	(36 474)	1 109 432
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	28 908	43 791	37 304	35 371
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	110 164	88 905	101 768	97 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	139 072 \$	132 696 \$	139 072 \$	132 696 \$
Représentés par :				
Trésorerie	49 785 \$	29 770 \$	49 785 \$	29 770 \$
Équivalents de trésorerie	89 287	102 926	89 287	102 926
	139 072 \$	132 696 \$	139 072 \$	132 696 \$
Informations complémentaires sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation				
Intérêts reçus au cours de la période	700 \$	709 \$	1 924 \$	1 578 \$
Dividendes reçus au cours de la période	46 189 \$	9 343 \$	138 685 \$	27 792 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV ») a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada (le « gouvernement ») dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ». À la fin de 2009, la Corporation a commencé à aider le ministère des Finances à mener son Examen de la gestion des actifs du gouvernement visant certains actifs du gouvernement.

Le siège social de la Corporation est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la Corporation est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

La Corporation consolide trois filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est une mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Par suite de la vente des actions de Cameco et de la prise en charge d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des prestations de retraite définies.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet d'exploitation du champ Hibernia (le « projet Hibernia »). Le projet Hibernia est un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. La SGCH détient une participation directe de 8,5 % dans le champ initial du projet Hibernia ainsi qu'une participation de 8,5 % dans la Société d'exploitation et de développement d'Hibernia ltée (la « SEDH »). La SGCH détient également une participation directe initiale de 5,08 % dans le secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH »), qui pourrait changer par suite d'éventuelles réévaluations. Les participations de SGCH dans le projet Hibernia ont été comptabilisées dans les états financiers de la SGCH, qui sont consolidés dans les états financiers de la CDEV.

En 2010, la SGCH et d'autres participants ont signé des ententes avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador (la « province ») et ont reçu l'approbation réglementaire de l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (l'« OCTLHE ») visant la poursuite de la mise en valeur du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH »). En février 2011, la SGCH et d'autres participants ont signé les dernières ententes requises avec la province et le gouvernement relativement au projet et ont autorisé le plein financement de la mise en valeur du secteur unitaire du PSH.

GEN a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la Corporation le 30 mai 2009. GEN est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. GEN détient des actions ordinaires de General Motors Company (« GM ») de même que des actions privilégiées perpétuelles à dividende cumulatif à taux fixe de série A de GM assorties d'un droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action privilégiée. GEN a reçu les actions de GM à la suite de prêts consentis à GM par Exportation et Développement Canada (Compte du Canada), partie liée à la CDEV et à GEN.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires en date du 19 novembre 2014.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur;
- les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur;
- les stocks sont évalués au moindre du coût de production ou de leur valeur de réalisation nette.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de la Corporation.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi que dans les exercices futurs touchés par ces révisions. Les jugements critiques et principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont présentés à la note 2 d) des états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables

Les présentés états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 des états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception des méthodes qui ont changé par suite de l'adoption de nouvelles normes et modifications comptables en vigueur le 1^{er} janvier 2014, telles qu'elles sont décrites ci-après.

Changement de méthodes comptables

Les normes comptables, les modifications aux normes et les interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et l'International Financial Reporting Interpretations Committee (l'« IFRIC ») sont entrées en vigueur pour la première fois au cours de l'exercice à l'étude et ont été adoptées par la Corporation le 1^{er} janvier 2014. Ces prises de position, adoptées conformément aux dispositions transitoires applicables, n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation.

Modifications de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (l'« IAS 32 »)

Les modifications de l'IAS 32 clarifient le sens et l'application des critères de l'IAS 32 pour ce qui est de la compensation d'actifs et de passifs financiers. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires en raison de la nature des activités de la Corporation et des types d'actifs et de passifs financiers qu'elle détient.

Modifications de l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs* (information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers)

Les modifications, dont le champ d'application est limité, permettent de préciser que l'information à fournir au titre de la valeur recouvrable des actifs dépréciés n'est requise que si cette valeur recouvrable est basée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires, car les actifs de la Corporation n'ont pas subi de dépréciation visée par cette norme.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

IFRIC 21, *Droits ou taxes* (l'« IFRIC 21 »)

L'IFRIC 21, qui a été adoptée rétrospectivement, fournit des indications sur le moment de comptabilisation d'un passif lié à un droit ou à une taxe imposé par une autorité publique, que ce droit ou cette taxe soit constaté conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou que l'échéance et le montant en soient certains. Cette interprétation définit un droit ou une taxe comme étant une sortie de ressources qui est imposée par les autorités publiques à l'entité selon des dispositions légales ou réglementaires. Elle précise également que les droits ou taxes ne résultent pas de contrats non (entièrement) exécutés ni d'accords contractuels. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

4. Récentes prises de position en comptabilité publiées, mais non encore entrées en vigueur

Les normes et modifications présentées ci-après publiées par l'IASB au troisième trimestre ont été jugées susceptibles d'avoir une incidence sur la Corporation à l'avenir. La Corporation évalue à l'heure actuelle l'incidence, le cas échéant, des normes et modifications sur ses états financiers consolidés :

IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, rassemblant les étapes de classement, d'évaluation, de comptabilisation de la perte de valeur et de comptabilité de couverture du projet afin de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 sera applicable rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise.

Modifications de l'IAS 27, *États financiers individuels* : application de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels (l'« IAS 27 »)

En août 2014, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 27 afin de permettre l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées dans des états financiers individuels. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

4. Récentes prises de position en comptabilité publiées, mais non encore entrées en vigueur (suite)

Modifications de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (l'« IFRS 10 ») et de l'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (2011)* (l'« IAS 28 ») : vente ou apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée ou sa coentreprise

En septembre 2014, l'IFRS 10 et l'IAS 28 ont été modifiées pour préciser le traitement de la vente ou de l'apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée ou sa coentreprise. Les modifications s'appliquent prospectivement à la vente ou à l'apport d'actifs survenant au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014

En septembre 2014, l'IASB a publié les améliorations annuelles du cycle 2012-2014 dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles. En général, les modifications sont destinées à clarifier des exigences plutôt qu'à donner lieu à des changements substantiels aux pratiques en cours. Les normes concernées sont l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, l'IAS 19, *Avantages du personnel*, et l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'application anticipée est permise.

5. Immobilisations corporelles

	Coûts de forage	Pétrolier de brut	Installations de production extracôtières	Total
Coût				
Solde au 31 décembre 2013	72 991 \$	13 547 \$	188 261 \$	274 799 \$
Entrées de la période	32 378	-	8 407	40 785
Ajustements de démantèlement	-	-	15 987	15 987
Solde au 30 septembre 2014	105 369 \$	13 547 \$	212 655 \$	331 571 \$
Cumul de l'épuisement et des amortissements				
Solde au 31 décembre 2013	72 772 \$	11 040 \$	66 556 \$	150 368 \$
Épuisement et amortissement	23 069	2 070	11 265	36 404
Solde au 30 septembre 2014	95 841 \$	13 110 \$	77 821 \$	186 772 \$
Valeurs comptables				
Au 31 décembre 2013	219 \$	2 507 \$	121 705 \$	124 431 \$
Au 30 septembre 2014	9 528 \$	437 \$	134 834 \$	144 799 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

5. Immobilisations corporelles (suite)

Au 30 septembre 2014, les coûts faisant l'objet du calcul de l'épuisement et de l'amortissement ne tenaient pas compte des coûts du matériel et des installations actuellement en construction de 40 301 \$ (33 635 \$ au 31 décembre 2013) et rendaient compte des coûts de mise en valeur futurs de 762 614 \$ (804 900 \$ au 31 décembre 2013). Aucune indication de dépréciation des immobilisations corporelles n'a été repérée au cours des périodes closes le 30 septembre 2014 et le 31 décembre 2013.

6. Placements

	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		
Actions privilégiées de GM	457 000 \$	449 000 \$
16 101 695 actions privilégiées perpétuelles à dividende cumulatif à taux fixe de 9,0 % versé trimestriellement, de série A, assorties d'un droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action		
Actifs disponibles à la vente		
Actions ordinaires de GM	3 939 618	4 785 310
110 084 746 actions ordinaires		
	4 396 618 \$	5 234 310 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

6. Placements (suite)

La variation du solde des placements de chaque catégorie d'instruments financiers pris en compte dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2014	2013	2014	2013
Variation de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net				
Actions privilégiées de GM				
Perte (profit) de change latent(e)	(22 000) \$	9 000 \$	(23 000) \$	(14 000) \$
Perte latente (profit latent) lié(e) à la juste valeur	5 000	(10 000)	15 000	(6 000)
	(17 000) \$	(1 000) \$	(8 000) \$	(20 000) \$
Variation nette de la juste valeur des actifs disponibles à la vente (dans les autres éléments du résultat global)				
Actions ordinaires de GM				
Profit réalisé sur la vente d'un placement	-	\$ (679 601) \$	-	\$ (679 601) \$
Profit latent (perte latente) lié(e) à la juste valeur	(325 417)	299 537	(845 692)	1 192 436
	(325 417) \$	(380 064) \$	(845 692) \$	512 835 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

6. Placements (suite)

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actions privilégiées de GM, lesquelles ne sont pas cotées, sont désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Elles ne pouvaient pas être classées comme étant disponibles à la vente en raison de l'impossibilité de mesurer l'option incorporée qui permet à l'émetteur de racheter les actions après le 30 décembre 2014. Puisqu'il est impossible d'évaluer raisonnablement cette option séparément, l'instrument d'action privilégiée entier est évalué à la juste valeur. La juste valeur a été établie en fonction de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie selon un taux d'intérêt de 4,0 % (4,0 % au 31 décembre 2013) fondé sur des instruments de capitaux propres privilégiés comparables, des instruments de créance comparatifs et les caractéristiques propres aux actions privilégiées émises. Aux termes de l'évaluation, il est présumé que les actions seront rachetées par GM peu après le 30 décembre 2014 selon le droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action privilégiée. La variation de la valeur pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014 a été comptabilisée en résultat à titre de variation de la juste valeur du placement en actions privilégiées, soit un profit de 17 000 \$ (profit de 1 000 \$ en 2013) et un profit de 8 000 \$ (profit de 20 000 \$ en 2013), respectivement. Les actions privilégiées ne sont assujetties à aucune restriction relativement à la vente. Les dividendes sur les actions privilégiées de GM sont reçus trimestriellement en dollars américains. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, GEN a reçu respectivement 10 009 \$ (9 343 \$ en 2013) et 29 846 \$ (27 792 \$ en 2013) en dividendes sur les actions privilégiées.

Actifs financiers disponibles à la vente

Le placement dans des actions ordinaires de GM est présenté dans les actifs financiers disponibles à la vente. Le prix des actions ordinaires de GM est coté sur un marché actif. Les actions détenues au 30 septembre 2014 et au 31 décembre 2013 ont donc été évaluées à la juste valeur, toute variation étant comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le solde du cumul des autres éléments du résultat global au 30 septembre 2014 et au 31 décembre 2013 a trait uniquement aux variations de la juste valeur des actions ordinaires de GM. La juste valeur des actions ordinaires de GM est établie en fonction du dernier cours acheteur du titre à la cote de la bourse à laquelle il est principalement négocié. GM a commencé à verser un dividende trimestriel sur ses actions ordinaires à compter de mars 2014. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, GEN a reçu respectivement 36 180 \$ (néant en 2013) et 108 839 \$ (néant en 2013) en dividendes sur les actions ordinaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

7. Provisions

La variation au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présentait comme suit :

	Obligations de démantèlement	Remise en état du site
Solde 31 décembre 2013	64 676 \$	16 795 \$
Provisions additionnelles	450	-
Obligations réglées	(622)	(1 159)
Variation du taux d'actualisation	15 538	-
Désactualisation	1 499	200
Solde au 30 septembre 2014	81 541 \$	15 836 \$
Partie courante	-	4 108
Partie non courante	81 541	11 728
	81 541 \$	15 836 \$

a) Provision au titre des obligations de démantèlement de la SGCH

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de SGCH dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et de ces installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La SGCH estime que le passif futur non actualisé total s'élevait à 235 676 \$ au 30 septembre 2014 (239 063 \$ au 31 décembre 2013). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction de la date prévue de fermeture des puits, la dernière étant présentement prévue pour 2054, et de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. Un taux sans risque de 2,67 % au 30 septembre 2014 (3,24 % au 31 décembre 2013) et un taux d'inflation de 2,0 % (2,0 % au 31 décembre 2013) ont été appliqués pour calculer la provision.

b) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. Les estimations qui servent à établir la provision au titre de la remise en état d'un site sont décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Aucun changement important n'a été apporté aux estimations qui ont servi au calcul.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

8. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 30 septembre se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2014	2013	2014	2013
Variation des débiteurs	55 384 \$	49 657 \$	30 275 \$	35 009 \$
Variation des stocks	(260)	(781)	581	153
Variation des charges payées d'avance	454	468	(449)	(461)
Variation des créditeurs et charges à payer	(2 638)	(1 692)	5 239	(26 528)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	52 940 \$	47 652 \$	35 646 \$	8 173 \$
Liée aux :				
Activités d'exploitation	52 171 \$	46 108 \$	36 335 \$	9 948 \$
Activités d'investissement	769	1 544	(689)	(1 775)
	52 940 \$	47 652 \$	35 646 \$	8 173 \$

9. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation

a) Le produit net tiré du pétrole brut pour les périodes closes les 30 septembre se détaille comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2014	2013	2014	2013
Produit brut tiré du pétrole brut	91 183 \$	126 753 \$	335 367 \$	369 289 \$
Moins les frais de commercialisation	(72)	(89)	(273)	(260)
Moins les redevances	(27 625)	(34 406)	(91 744)	(101 684)
Moins la participation au bénéfice net	(7 078)	(11 295)	(27 920)	(32 391)
Produit net tiré du pétrole brut	56 408 \$	80 963 \$	215 430 \$	234 954 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

9. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation (suite)

- b) Les frais de production et les charges d'exploitation pour les périodes closes les 30 septembre se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Frais de production et charges d'exploitation liés au compte conjoint d'Hibernia	5 133 \$	4 432 \$	14 676 \$	15 067 \$
Charges d'exploitation liées au pétrolier de brut	1 731	1 631	5 812	5 755
Recouvrement des charges d'exploitation liées au pétrolier de brut	(718)	(377)	(1 871)	(2 247)
Frais d'utilisation des installations après déduction de la participation accessoire au bénéfice net	(40)	(28)	(190)	(62)
Total des frais de production et des charges d'exploitation	6 106 \$	5 658 \$	18 427 \$	18 513 \$

10. Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Corporation et ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation. Lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre une obligation liée à un événement passé et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable, la direction constate les coûts nécessaires pour régler de telles réclamations en se fondant sur sa meilleure estimation.

La SGCH est partie à un différend contractuel en cours, dont l'issue dépend des procédures futures de règlement de différends. Selon l'information actuellement disponible, et après avoir consulté des conseillers juridiques externes, la direction est d'avis que le règlement éventuel devrait être favorable à la SGCH. Par conséquent, aucun montant n'a été constaté à cet égard dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro, située dans le comté de Hastings, en Ontario.

La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

11. Risques auxquels est exposée la Corporation

Par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Corporation au 31 décembre 2013. Aucune modification n'a été apportée aux objectifs, aux politiques et aux processus pour évaluer et gérer les risques financiers de la Corporation depuis la clôture de l'exercice.

Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant résume l'information sur l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers de la Corporation au 30 septembre 2014 et au 31 décembre 2013 présentée selon les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs :

	Total	Prix cotés sur des marchés actifs (niveau 1)	Autres données importantes observables (niveau 2)	Données importantes non observables (niveau 3)
30 septembre 2014				
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	118 620 \$	118 620 \$	- \$	- \$
Actions privilégiées de GM	457 000	-	457 000	-
Actions ordinaires de GM	3 939 618	3 939 618	-	-
Total	4 515 238 \$	4 058 238 \$	457 000 \$	- \$
31 décembre 2013				
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	122 880 \$	122 880 \$	- \$	- \$
Actions privilégiées de GM	449 000	-	449 000	-
Actions ordinaires de GM	4 785 310	4 785 310	-	-
Total	5 357 190 \$	4 908 190 \$	449 000 \$	- \$

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces éléments. Aucun transfert n'a eu lieu d'un niveau à l'autre de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période à l'étude.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

12. Transactions avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, la CDEV a versé au gouvernement du Canada des dividendes de 87 847 \$ et de 230 276 \$ (1 181 356 \$ et 1 259 372 \$ en 2013, respectivement, dont 459 151 \$ ont été versés à partir du surplus d'apport).